

CE QUE J'ENTENDS
PAR
INDIVIDUALISME
ANARCHIQUE.

A notre époque de socialisme étatiste, catholique, libertaire, où les mots de solidarité, d'altruisme, de coopération, de mutualité sont à chaque instant évoqués par les sociologues, il est nécessaire d'examiner, si l'être, qui s'affirme individualiste, est nécessairement le bourgeois, le vile égoïste, qu'on a coutume de honnir. L'épithète d'individualiste, adressée dans une réunion populaire, équivaut à celle de triste sire. Pour les gens cultivés, individualiste veut dire je m'entichiste, jouisseur, bas égoïste, sans conscience, sans sentiment, qui n'a que le besoin de vivre de ses semblables sans jamais leur apporter aucune compensation. C'est en un mot, l'adjectif avec lequel on qualifie collectivement les êtres peu sociables. Et il est difficile, devant la presque unanimité de la réprobation, de pouvoir s'affirmer individualiste.

Cependant je le suis.

Je suis individualiste parce que dès que je fus c'est par mon individu même que s'est affirmée la vie parce que je ne peux ni manger, ni boire, ni aimer en dehors de mon être propre, parce qu'en un mot je ne puis vivre sans mon corps, sans mon cerveau, sans moi-même. Je discerne que ce n'est qu'en empruntant à ce qui m'environne, pour me l'assimiler, que je puis continuer à être, et qu'ainsi j'y dois bien discerner ce qui peut être utile, comme ce qui peut m'y être nocif. Je ne dois donc avoir aucune idée préconçue mais au contraire, passer tout au creble de ma raison, telle chose dans telles conditions étant bonne, utile à mon être et cette même chose dans d'autres conditions lui étant nocive, je rapporte donc

tout à mon moi à tout instant et en tous lieux, rien ne doit m'empêcher de discerner aucune raison politique, économique ou sociale, n'étant supérieure à mon individu ne pouvant par là le prédominer, c'est au contraire moi qui doit les transformer par mes moyens selon mes aspirations. Avoir une connaissance exacte de la vérité est donc ma préoccupation constante, celle de tout individualiste.

Et puisqu'en cette brochure je traite des rapports entre mon être et les autres individus co-existant, qu'on n'aille pas croire que c'est par fatuité que je rapporte tout à moi. Je pars de l'unique pour aboutir au multiple : c'est le système qui en est la cause.

Aujourd'hui les hommes souffrent et chacun s'interroge, interroge le voisin, le camarade, le passant, les journaux. les livres, et demande : quand donc cesserons-nous de souffrir ? Aujourd'hui, comme hier, comme demain chacun pose cette question. Quand donc n'y aura-t-il plus chômage, sur-travail, impôts, domination, guerres, misère, famine, alcoolisme, ignorance ? Quand n'y aura-t-il plus tous ces maux, toutes ces douleurs ? Hélas ! Quand ?

Il n'y aura plus tout cela quand l'individu, l'homme, chaque homme se refusera à faire le mal, *et le mal c'est ce qui est faux*, et est faux tout raisonnement qui peut-être d'une absolue vérité et ne l'est pas et conséquemment toute action qui en découle.

Mais c'est là que se pose la question : l'homme est-il libre de ne pas faire le mal ?

Or, il est dépendant du milieu dans lequel il vit, et ce milieu constitue un ensemble de rapports entre les divers individus qui le composent et dont personne ne s'aurait s'abstraire, que l'on ne peut éviter, qui s'imposent à l'homme dès sa naissance jusqu'à la mort. Vou'ant la plus grande liberté possible de mon moi, j'ai donc à réagir contre le milieu ambiant, qui le domine, l'atrophie, lui interdit toute liberté d'action sociale, le cloîtrant entre certaines formules, certains dogmes que les préjugés populaires et la force des gouvernants maintiennent. Mon idéal d'approcher toujours plus de faire tendre mes actes vers la manifestation de ce que je crois être vrai, se heurtant à des obstacles qu'il me faut renverser, ne rencontrant pas les appuis qu'il lui faudrait trouver pour se matérialiser me contraint vis à vis de la société à une attitude révolutionnaire quant au présent, d'instauration quant à l'avenir.

Généralement on aime à se représenter comme individualiste un être farouche, qui prendrait à la lettre la célèbre phrase d'Ibsen « l'homme le plus fort est l'homme le plus seul ».

Dans la société actuelle cela peut être vrai jusqu'à un certain point. Mais comme j'ai intérêt à obtenir avec le plus de facilité les moyens de satisfaire mes besoins, je dois m'associer pour la production avec d'autres individus. Seulement je ne dois dépendre d'eux que le moins possible. Cela sera possible dans une société harmonique, composée d'individus assez évolués pour ne pas vouloir ni être dominés, ni eux-mêmes commander leurs semblables.

Aujourd'hui déjà n'est il pas surabondamment prouvé, que si chacun travaillait, c'est-à-dire œuvrait dans un sens quelconque de l'activité humaine, nécessaire, utile, avec l'aide du puissant machinisme, du savoir scientifique et manuel, l'individu n'aurait qu'un travail journalier de quelques heures, quatre ou cinq, la raison ne veut-elle pas que tout homme qui consomme travaille et tout être qui vit consomme.

On objecte souvent, qu'avec l'abolition de la propriété le travail étant tout gratuit, les hommes se refuseront à produire, mais je pense, au contraire, que c'est justement dans un labeur normal, dans des conditions de pleine liberté et d'hygiène suffisante, que l'homme trouvera l'emploi efficace de ses forces, de son savoir et de sa raison. Et s'il est des êtres, qui dans de semblables conditions se refuseraient au travail, ce ne pourraient être que des êtres anormaux, malades, que je m'empresserais à soigner s'ils réclamaient mon aide.

Elle serait donc bienfaisante la société, dans laquelle je travaillerai moi individu le temps, que je jugerai convenable, et ce temps convenable est celui qui me permettra de produire au moins ce que je consomme et — a priori — ce temps et si court, que je pressens que non seulement il ne sera pas excessif, mais qu'il me faudra encore me procurer d'autres occupations pour jouir de tout mon besoin d'activité physique ; je porterai mon activité en tenant compte de mes capacités, de mes aptitudes et de mon goût à l'endroit, aux heures, dans la profession, où je le jugerai convenable selon les nécessités et l'utilité immédiates. Et il en serait ainsi pour chacun.

Toujours libre, je suivrai les conseils, les avis, qui me plairont, je donnerai aussi mon avis, mais point d'ordres. De même que l'architecte dresse un plan selon l'affectation probable de l'édifice, plan que les maçons, les tailleurs de pierre, les charpentiers exécutent, de même le garçon maçon ne gâchera pas du mortier, si le compagnon a besoin de plâtre ; la raison guide chacun dans tout acte et toujours chacun poursuit un travail et avec ses camarades, parce que ceux-ci ne lui imposent rien. Il s'ensuit que partout la liberté est pleine et entière, la violence est anéantie et l'entente, la concorde font place à l'oppression, au salariat ; la société libertaire remplace la société autoritaire. *La paix découle de la liberté individuelle ab olue.*

Voilà pour la production.

Quand à la consommation, que mon être demande, lui seul est juge. Il a besoin et il satisfait, il consomme tant qu'il a besoin. De même pour chacun. Les produits viennent-ils à manquer ? Les maisons sont-elles trop peu vastes ? Ma raison encore me dit de partager mon pain, mon plat, ma maison. D'ailleurs quand tout individu produira pour ses besoins, pourquoi n'y aurait-il pas le nécessaire pour chacun. La propriété individuelle n'existant plus, le monde devient une immense famille, les cœurs atrophiés s'agrandissent, l'intérêt pécuniaire disparu, les hommes communient dans l'amour d'autrui, le moral s'élève, et la concorde ne peut qu'y gagner.

Que l'individu produise et consomme librement, qu'il n'œuvre que pour ce qu'il a jugé utile, c'est supprimer tout d'abord les intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs, c'est assurer à chacun le maximum de jouissances matérielles avec le minimum d'efforts manuels, c'est l'idéal : et pour qu'il se réalise, il lui faut un milieu propice : la société anarchique.

Pour établir la société anarchique, il faut d'abord renverser la société autoritaire, le plus tôt que nous pourrons. Nous avons en notre nous la presque totalité de nos contemporains : je ne m'illusionne pas. On peut les classer en plusieurs groupes selon leurs fonctions sociales, mais en réalité ils forment une masse, un bloc d'adversaires, et c'est homme par homme que je dois les détacher, les instruire, les développer, afin que leur raison au lieu de s'opposer à la mienne, soit d'accord avec elle. Ils sont beaucoup. Qu'importe ! Je veux qu'ils soient convaincus, que l'ordre social actuel n'est que le désordre, le chaos et si je n'en convaincs que quelques-uns c'est beaucoup et ce me sera une grande satisfaction ; d'autres, comme moi, œuvrent, luttent d'autres plus tard viendront, œuvreront, lutteront et nous vaincrons ; le gâchis autoritaire sera dans le passé relégué à jamais : l'anarchie sera souveraine. Les rois ne sont pas encore tous dans la tombe, que déjà se creuse la fosse aux parlements, aux républiques.

Si j'ai contre moi la presque unanimité des hommes, c'est qu'eux créent une raison collective, tandis que moi individualiste, je veux que l'on n'élève rien contre la diversité des multiples volontés individuelles : or la société étant basée sur la raison collective, la volonté individuelle n'existe pas.

Voyons comment s'établit la raison collective ? comment elle s'organise et s'impose à moi en particulier et à chacun en général.

Dans certains états un électeur dépose dans une urne son

bulletin, d'autres le suivent, le vote s'opère, le résultat fait que des lois sont élaborées, tous doivent les subir : le boutiquier, l'avocat, l'ouvrier, le bourgeois, etc, c'est très bien, chacun a voté, chacun a dit les plus nombreux commanderont, ceux qui sont opposés à leur manière de voir, s'inclineront et par ce fait, la raison collective est déterminée et s'impose à tous. Cependant, parmi tous ces électeurs, les révolutionnaires participant au vote font en sorte que leurs bulletins soient les plus nombreux, mais déclarent tout d'abord par leur étiquette révolutionnaire, qu'ils renverseront l'ordre des choses établi — quoi qu'ils le soutiennent inconsciemment par leur participation au vote, d'où naîtra la tendance de la volonté collective — et par là sont profondément illogiques : ils veulent bien imposer à autrui la loi des majorités, mais se refusent à la subir, s'ils ne sont pas les plus nombreux : ils n'ont pas de principe social.

Dans d'autres contrées les hommes sont gouvernés par un autocrate, ce qui revient à dire, que les habitants de ces pays croient que cette forme de gouvernement est la meilleure ou la moins mauvaise de toutes les formes gouvernementales, sans quoi ils renverseraient le gouvernement, puisque la force qui le maintient n'est prise que dans le pays et n'en est qu'une faible partie : conclure le contraire serait dire, qu'une partie est plus forte que le tout, d'autre-part les soldats, c'est-à-dire les individus qui composent la force gouvernementale ont à peu de chose près la même mentalité que les habitants des villes et des villages, d'où ils sont issus et si les civils étaient républicains ou anarchistes les soldats en grande partie le seraient aussi, et alors sur quoi s'appuierait l'autocratie gouvernementale ? Enfin les minorités révolutionnaires, dès qu'elles sont un peu fortes, renversent le gouvernement ou l'acculent à quelque impasse, dont il a bien de la peine à s'échapper — en France guerre de 1870 — et dernièrement les menées anarchistes ont bien prouvé, que, si les adeptes de cette théorie étaient plus nombreux, ils renverseraient l'ordre établi par la majorité, ce qui m'amène à dire qu'une minorité toujours indocile ne se trouve pas dans les pays autocrates suffisamment soutenue par l'opinion générale, mais bien en opposition avec elle, sans quoi les monarchies ne seraient pas.

Les gouvernements républicains ou autocrates sont donc voulus de par la volonté collective des individus et sont non seulement l'émanation, mais l'expression de cette collectivité.

Ne voulant pas de gouvernement, tout individu, qui aide à en constituer un, est mon ennemi, mon bourreau, il dépasse le droit naturel qu'il a de se donner des maîtres, il m'en donne, il me les impose, sa volonté, fait, que je suis dominé. Souvent le gouverné, l'électeur, l'être passif de Perse ou de Russie qui par sa co-participation sa non-protestation ou son

adhésion même mentale établit ou soutient un gouvernement pour tous les hommes de la contrée qu'il habite, ne comprend point la principale portée de son acte — pour moi celle qui me concerne — il ne croit agir, qu'en ce qui le touche directement, c'est alors un ignorant et je dois chercher à l'éclairer, mais s'il a conscience de toute la portée de son acte, s'il comprend, que par là il fait de moi un administré, un gouverné, s'il voit clairement que le résultat de son acte sera pour moi oppression puisque je ne veux pas constituer de gouvernements, c'est un oppresseur, contre lequel tous les moyens sont bons pour m'en défendre.

Si je m'élève hautement contre la Loi, issue de la volonté collective, c'est qu'au nom de l'intérêt collectif, elle régleme l'activité humaine, l'arrête en tout ou partie, la dirige dans tel sens plutôt que dans tel autre, nie la liberté de l'individu sur son être propre, puisqu'elle peut l'emprisonner, le réquisitionner, l'enrégimenter, le détruire et a comme but de consacrer la propriété sous toutes ses formes, individuelle ou familiale, or, admettant que l'homme guidé par sa raison, doit agir comme bon lui semble et qu'il doit produire et consommer comme il le juge utile, il est nécessaire que tout ce qui peut l'aider à produire soit à sa libre disposition. Partant de là, il n'est pas besoin d'entrer dans une plus ample explication du droit à la négation de la propriété individuelle — d'autres l'ont fait il y a déjà longtemps et admirablement.

Mais en général on fait remarquer, que beaucoup d'hommes et dans certaines villes, la généralité comprennent parfaitement, que la propriété individuelle est l'obstacle formidable, qui entrave la société dans son évolution vers le bien, on s'abstient de dire, que tout en niant l'utilité de la propriété, les négateurs théoriciens tendent eux-mêmes à devenir propriétaires, s'y efforcent par tous les moyens possibles avouables ou non — et ainsi perpétuent la propriété.

Jusqu'à ce jour les révolutionnaires en général et l'école socialiste, collectiviste en particulier luttent contre la formation de la propriété d'une façon tout empirique. Ils divisent la société en deux classes ennemies, en antagonisme constant : les capitalistes d'une part, les non capitalistes de l'autre et veulent la disparition de la première au bénéfice de la seconde ; mais où se trouve la division entre les deux classes, à quel signe certain distingue-t-on un capitaliste d'un non capitaliste, l'ami de l'ennemi ? Là on se perd. Rien d'absolu, de net, de définitif, ni de caractérisé. Le capitaliste est-ce celui qui a un, dix ou cent ouvriers, est-ce celui qui a 2.000, 3.000 ou 10.000 francs de revenu, est-ce celui qui n'accomplit journalièrement

qu'un travail de 3 ou 6 heures, ou est-ce celui qui vit oisif, totalement oisif ? On ne sait ? Quel critérium faut-il adopter ? Jusqu'à présent chacun juge à sa guise, délimite les classes selon sa fantaisie, la contrée, les mœurs, etc. En un mot ceux qui constatent la lutte des classes sont incapables de déterminer, où finit une classe et où commence l'autre. Aussi portent-ils toujours leurs coups contre les capitalistes avérés, les millionnaires, en s'alliant aux capitalistes, non encore, mais futurs millionnaires et quelquefois avec l'aide de certains millionnaires, qui se déclarent amis des prolétaires et qui prétendent lutter contre la classe capitaliste — dont eux-mêmes font partie — exemple le millionnaire Edwards fonde le journal collectiviste le Petit Sou. Je m'arrête sans appuyer sur ce qu'un tel système a de faux et de désastreux.

Pour moi qui m'efforce à ne pas faire ce que je crois mal de faire, je me refuse à être propriétaire, à être capitaliste, conséquemment mon action abstentionniste dans la formation de la propriété me permet de dire, que tout homme qui ne se refuse pas à devenir propriétaire et qui par cela même y tend, est un capitaliste dans le présent ou dans l'avenir ou encore dû-t-il mourir prolétaire, un suppôt de la classe capitaliste, en un mot mon ennemi.

Aussi mon principe individualiste à cet égard est-il celui-ci : *un homme ne doit ni commander, ni tirer profit du travail d'autrui* et suivre cette maxime, c'est, en ce qui dépend de chacun, empêcher la formation de la propriété d'une part, d'autre part c'est caractériser nettement la classe non capitaliste. Toute autre attitude est fautive.

Commander c'est faire acte d'autorité, c'est substituer sa raison à celle d'autrui, c'est imposer sa force physique ou intellectuelle ou celle de ses capitaux ou son savoir : c'est faire un acte éminemment mauvais.

Tirer profit du travail d'autrui, c'est lui enlever une part de ce qu'il est juste que son travail lui rapporte, aussi voit-on généralement les deux actes commander et exploiter se produire à la fois de telle façon, que l'exploitation et le commandement sont si intimement liés, qu'ils se confondent en une seule et vilaine action.

Il n'est que trop vrai, que la plupart des hommes ne rapportent pas leurs actions à un principe directeur, ils n'ont comme guides moteurs que l'argent et les honneurs, aussi la plupart recherchent-ils une place privilégiée dans le patronat, ce qui fait que la plupart des suppôts du patronat sont en grande partie de petits patrons, ayant bien peu de capital, beaucoup n'ont que leur outillage et pas de crédit, d'autres patrons moins nombreux que les premiers, ont quelque crédit, moins nombreux encore sont ceux qui comptent leurs billets de mille par dizaine, enfin relativement rares sont les millionnaires, et les

richissimes sont cités à 100 lieues à la ronde. Ce qui m'amène à penser, que le patronat s'appuie surtout sur les petits capitalistes, aussi ma haine se porte-t-elle aussi bien contre la petite, que contre la grande exploitation.

Qu'y a-t-il de plus mesquin pour un être développé, que le raisonnement du patron, disant : ah ! les théories humanitaires c'est très joli, j'en suis toujours parti an, mais que voulez-vous, mon intérêt est là, j'ai de l'outillage, des commandes, du travail, j'occupe du monde, tant pis chacun fait comme il peut je ne vais pourtant pas me sacrifier, cela ne m'empêche pas de vouloir améliorer les conditions sociales.

Quelle perversion mentale. Ne pas exploiter, serait se sacrifier, c'est un comble, et la plupart des petits et des moyens patrons veulent faire la leçon aux classes riches, et tous ensemble, patrons grands et petits prétendent que la classe ouvrière manque de moralité et ils l'exploitent pour la moraliser, ils la tondent nue comme ver, s'engraissent de son labeur, la surmènent, font pis encore ! Quelle inconscience !

A parler franc, l'homme qui par un moyen quelconque profite des conditions économiques du pays pour entraver la liberté d'un autre individu, spéculer sur son labeur, devient par ce fait un tyran de plus ou moins grande envergure, il n'a pas de dignité et ne peut avoir comme action sociale qu'un rôle néfaste : c'est un des agents du malheur social.

Je ne fais exception pour aucun. Il en est cependant quelques-uns qui, sur le produit de leur exploitation, prélèvent quelques fonds pour la propagande révolutionnaire, en secourant les détenus, en envoyant quelques sous aux journaux, d'autres qui veulent bien condescendre à ne pas refuser du travail aux révoltés de l'ordre social, chassés de la généralité des ateliers ; pour ceux-là, l'utilité qu'ils apportent par ces concours à l'action révolutionnaire ne me fait pas oublier qu'ils exploitent, et si je leur sais gré de leur cœur moins racorni, je préférerais et de beaucoup les voir suivre le principe qui m'est cher : ne commander, ni ne tirer profit d'autrui.

Le patronat est donc malfaisant, mais entre le patron et ses ouvriers, dès qu'ils sont un peu nombreux dans un même atelier, un chantier, une compagnie, un laboratoire, se dressent des salariés qui font partie d'une catégorie de chiens de garde, qui a pour mission de seconder le patron, les actionnaires, de les remplacer au besoin dans leurs fonctions de direction, de commandement, de surveillance, ils sont directeurs, sous-directeurs, chefs de bureau, chefs de chantier, contremaîtres, etc. Ils sont au patron et à l'actionnaire ce qu'est le caporal au capitaine et le capitaine au ministre, et si sans toute la hiérarchie des grades, les armées de soldats ne seraient pas, sans toute la hiérarchie des fonctions de l'armée industrielle,

commerciale, agricole, l'exploitation capitaliste n'existerait pas non plus. Tout caporal est traître à ses camarades d'esclavage, tout contremaître en est un autre vis à vis du prolétariat.

J'ai travaillé dans une usine perdue dans la campagne, où le patron ne venait pas une fois l'an : un contremaître le remplaçait, l'exploitation n'en était pas moindre et le travail imposé n'en revêtait pas moins une forme désagréable. Tout ouvrier doit obéir à celui qui commande : patron, commis de ferme ou contremaître, sous peine de perdre son travail : il doit endurer menaces, reproches, mauvaise humeur, paroles rudes, à un degré plus ou moins fort selon les circonstances d'habileté professionnelle, de paye, de corporations, de lieux, selon aussi la période momentanée d'activité industrielle, commerciale ou agricole ; l'ouvrier doit tout subir ou prendre la porte, ou paisiblement ou en laissant sa main tracer un geste justicier sur l'énergumène qui le chasse à la rue, qui l'accule à la faim, à la misère, et si orgueilleux, si poseur, que puisse être un homme, je défie à un travailleur de me prouver le contraire.

Il est donc aussi mal de donner un ordre comme contremaître que comme patron, et quant à moi je ne veux donner d'ordres à qui que ce soit, parce que je trouve cela mauvais en soi. Supposez qu'un nombre considérable d'individus ne veulent à aucun prix ni commander, ni tirer profit du travail d'autrui et dites un peu si tous ces négateurs théoriciens et pratiques de la propriété ne constitueraient pas une force suffisante pour mater les capitalistes et détruire par là la genèse de l'appropriation individuelle.

S'il est mal d'imposer sa volonté à un ouvrier, il est non moins aussi mal de l'imposer à un domestique. C'est s'avilir que de dire à un être humain : cire mes bottes ou mon parquet, astique ma bicyclette ou vide mon vase de nuit. Un bourgeois, évidemment, est un être avili et ne peut se concevoir autrement, mais que des littérateurs, des gens qui parlent de solidarité, de socialisme, de fraternité, de liberté, d'humanité à plaisir, s'entourent de luxe qui nécessite l'emploi de garçons de bureaux, de valets de chambre, de bonnes, de nourrices, de toute une domesticité, voilà bien qui doit nous surprendre. Et cette domesticité a du moins l'excuse de manger du pain, mais quelle est l'excuse du monsieur qui ne voulant pas prendre un balai, broser ses habits, secouer son matelas, prend un malheureux pour faire ces basses besognes — se trouvant trop élevé pour les faire lui-même. Drôle de théorie qui consiste à dire : Je veux élever les hommes à mon niveau moral et par la force de l'argent que je gagne à ce métier — c'en est un que celui de poète, philosophe, sociologue, littérateur, en un mot, — je fais de telle sorte que je confine un ou plusieurs individus à l'entretien de ma personne, les tiens sous mon étroite dépendance et

en fait des larbins; des vide-cuvettes, des frotteurs, des bonnes à tout faire — des domestiques.

Je ne veux pas plus donner d'ordres à un domestique qu'à un ouvrier, et le jour où beaucoup de gens se trouveront être de mon avis, que de luxe stupide, stérile et dégradant on n'édifiera pas, que de gens rendus à la saine, la nécessaire production, que d'hommes en plus, que de larbins en moins — quelle baisse formidable dans les heures journalières de travail.

Mais tous ces individus qui commandent — qu'ils soient millionnaires ou prolétaires, — maîtres, patrons, actionnaires ou contremaitres, tous ces dominateurs, oppresseurs, despotes au petit pied, tenant sous le joug de leur argent, de leur savoir intellectuel ou professionnel, un ou plusieurs ouvriers, employés, valets, paysans ou domestiques, peuvent continuer impunément leur œuvre néfaste, parce que la presque unanimité des gens trouve leur action non seulement pas mauvaise, mais même utile, et que s'ils étaient à leur place feraient exactement comme eux-mêmes font actuellement. L'ignominie des tyrans a sa complaisance dans la masse asservie.

Cependant si le principe autoritaire est le même que les hommes en général suivent, il y a entre eux des stades de développement, car dans le développement des êtres tout se fait progressivement et inégalement selon chacun. On peut même affirmer qu'il y a certaines fonctions sociales par trop objectées par trop déconsidérées, par trop honteuses, par trop exécrées que beaucoup de gens se refusent à exercer, et c'est là qu'évidemment il y a progrès sur le passé.

Mouchard, policier est l'épithète infâme par excellence. Presque tous nous éprouvons pour le policier un dégoût profond, dégoût même physique, c'est pour beaucoup la brute, l'être ignoble, l'individu qui frappe, qui cogne, qui emprisonne, qui martyrise, qui tue, pourvu qu'on le paye, et ma répugnance est si forte que je ne trouve pas d'expression qui puisse rendre le sentiment d'horreur que j'éprouve pour l'inconscience de ces malheureux, c'en est même de la pitié pour de tels êtres restés si bas dans le développement humain.

Par le révolutionnaire, la magistrature bourgeoise est méprisée, exécrée, il comprend que le magistrat a comme fonction sociale de tenir le pauvre monde sous la dépendance, la domination des riches, parce que la loi bourgeoise qu'il est chargé d'appliquer est un instrument oppressif du pouvoir. Chacun sait qu'être magistrat c'est exercer une fonction rétribuée et que distribuer bien la justice selon l'esprit et la lettre, en un mot bien faire son

métier de juge, c'est aller au-devant de la récompense, c'est s'assurer l'avancement: la position individuelle s'améliore de toutes manières: émoluments et honneurs sont le juste fruit du travail du laborieux magistrat. L'ouvrier qui satisfait aux exigences du patron devient contremaitre, l'employé bûcheur devient chef de bureau, le soldat français passe caporal et le juge tout aux ordres des ministres, gravit les échelons de la hiérarchie. De là à dire que si le pouvoir était aux mains des révolutionnaires d'aujourd'hui la justice pourrait être plus équitable, il n'y a qu'un pas; aussi la haine contre la magistrature n'est elle que parce que les magistrats sont des magistrats bourgeois, et si le pouvoir était aux mains des socialistes, la magistrature serait socialiste et la haine s'éteindrait.

Quelquefois, je lis dans des journaux bourgeois que tel ou tel magistrat, telle ou telle catégorie de magistrats ne sont pas récompensés comme ils le méritent, que les stages sont trop longs, que l'avancement n'est pas assez rapide, enfin que tel juge a été sacrifié à des considérations d'ordre politique, etc. Je lis dans des journaux socialistes révolutionnaires qu'il est dans la magistrature de modestes serviteurs, de zélés défenseurs de la République et qui, pour leur opinion républicaine ou leur modestie ou leur labeur peu en vedette, sont oubliés, et je lis surtout que M. Magnaud a brisé sa carrière en rendant des jugements qui tendent à être justes, des journaux anarchistes qui sont loin d'être absolutistes, encensent ce président du Tribunal de Château-Thierry et vont même jusqu'à dire que si les juges jugeaient comme lui, la révolution serait proche..... etc. Je dis simplement: Les magistrats d'aujourd'hui et de demain sont des salariés, des prébendés au service du Gouvernement, et sévère ou pitoyable, le *magistrat commet en jugeant un crime contre la liberté individuelle*.

Il est scientifiquement démontré depuis quelques années qu'un individu agit dans tel sens, parce que sa raison lui a conseillé d'agir, ainsi on sait que la raison est influencée, déterminée par une foule de circonstances, que la raison elle-même est incapable de créer, mais qu'elle est forcée de subir, en un mot les circonstances multiples, appréciables ou non, connues ou inconnues, déterminent une action de la raison que l'on appelle la volonté, et personne n'étant maître de ces circonstances, chacun est dominé par elles, conséquemment contraint de les subir, d'où il s'ensuit que la volonté de chacun est imposée à lui, créée en dehors de lui, au même titre que sa propre matière, son cerveau, ses membres, la grandeur de sa bouche ou la couleur de ses cheveux, d'où pour tout être l'irresponsabilité.

Sachant que tout être est irresponsable, je me refuse à juger, ce serait commettre un crime, ce serait prolonger et perpétuer une iniquité sociale, ce serait martyriser des malheureux aussi

irresponsables de leurs actes que les déments et, de même que je me défends contre un dément qui attente à ma liberté ou à ma vie, je me défends contre l'électeur, le patron, le policier, le juge de la Société actuelle, et dans une Société libertaire contre l'ignorant, en l'éclairant, en le guidant, contre le fou, en le soignant. C'est la seule forme de justice conforme à l'idée de justice.

Dans tout pays, il est une caste puissante et nombreuse qui a pour mission de faire exécuter et respecter les décisions des représentants de la volonté collective, j'ai nommé l'armée. L'armée est chargée de faire exécuter et respecter les lois, elle a même pour consigne d'empêcher la volonté collective du pays voisin de se substituer à la volonté collective des habitants d'un même pays.

La volonté collective de chaque nation — volonté aussi irresponsable que la volonté individuelle — se résume dans le mot Gouvernement, qui implique le principe d'autorité, qui est l'asservissement des individus et, par la force de ses armes, continue à maintenir le principe de la propriété, qui est la main mise sur les choses, à seule fin que celui qui est dépossédé soit forcé d'aller vendre son travail à celui qui possède, fournissant ainsi par son travail la rente servant à entretenir ceux qui ne produisent rien, d'où il découle clairement que l'armée est un instrument d'oppression aux mains des gouvernants au même titre que la police et la magistrature, ce qui revient à dire que tout individu qui nie l'utilité de la propriété individuelle doit conséquemment nier l'utilité de l'armée et pour l'individu qui refuse de gouverner, c'est-à-dire de soutenir un gouvernement, l'armée est une chose néfaste puisque, niant l'utilité du Gouvernement, il nie la nécessité de ce qui le soutient, et pour moi qui me refuse à commander et qui n'obéit que sous la puissance de la force et de la faim, ayant l'inéluctable besoin de vivre, inné en moi, je dis que tout homme qui a fonction de s'armer, de s'entraîner à tuer, remplit un rôle vil. Le soldat qui consomme sans produire, qui nécessite la confection des armes, des casernes, des arsenaux, des flottes, condamnant ainsi à un travail stérile des milliers et des milliers de travailleurs, le soldat, dis-je, n'a donc comme unique raison d'être que celle de souteneur de l'ordre social actuel.

Les révolutionnaires savent que le gouvernant, le policier, le magistrat, le possédant, n'ont aucune utilité sociale, le soldat, pour certains d'entre eux reste l'individu qui, tout en étant le souteneur de l'ordre actuel, est en même temps le défenseur de la patrie. Or qu'est-ce que la patrie? La patrie, venant du mot patrimoine, qui veut dire pays et propriété du père, je demande à tous ceux qui ne possèdent rien où est leur part dans

ce patrimoine commun? O ironie des mots! C'est particulièrement à ceux dont a spolié la part de ce patrimoine que les spoliateurs font appel pour le défendre, lorsqu'il est mis en danger par les spoliateurs d'une nation voisine. Mais, retors et roublards, les puissants ont réussi, jusqu'à un certain point, par fourberie et par obstruction de mentalité à faire croire que le culte de patrie ne devrait résider pour tout citoyen que dans le nom de la patrie, où il était né.

Ne possédant rien, ne voulant rien posséder en propre, que vient faire ce mot de patrie, si ce n'est de me rappeler que justement je ne possède rien non plus collectivement et qu'alors je n'ai rien à défendre, qu'être soldat c'est prêter mon appui au Gouvernement de ma patrie, qui consacre la propriété individuelle et qui n'a sa principale raison d'être que par rapport à elle, c'est lutter contre mes frères puisque j'ajoute ma force à celle des défenseurs du Gouvernement, c'est soutenir ce que je veux renverser, aussi je ne garderai bien par un effort quelconque de soutenir l'armée, la détruire, rendant par là le Gouvernement de plus en plus faible, plus facilement renversable.

En temps de guerre, il m'indiffère profondément, qu'un individu quelconque vienne armé dans mon pays. Qu'ai-je à défendre? Je n'ai rien à perdre. Je n'ai vis à vis du soldat étranger ou français qu'à lui faire comprendre que son rôle social est odieux et que nous ne pouvons avoir qu'un ennemi commun: notre maître, quelle que soit sa nationalité. Il serait absurde de se battre entre nous pour faire un choix entre ceux qui voudraient nous asservir, unissons-nous au contraire, camarades de tous pays, pour combattre contre nos maîtres de toutes nationalités. Sus aux riches, aux grands, aux parlementaires, aux légiférants, aux capitalistes, petits ou grands, aux grands et aux petits patrons, à leurs chiens de garde, tous ces gens sont nos maîtres. A bas les dominateurs! Notre ennemi, camarades, c'est notre maître.

Comme tous ceux qui travaillent, je paye pour l'entretien des soudards des sommes considérables, mais non seulement je paye, non seulement la pointe de leurs épées est tournée constamment contre ma poitrine, particulièrement aux époques de grève, d'émeute: Martinique, Châlons; de guerre: Chine, Philippines, Transvaal, mais encore on me prend, on me revêt de l'uniforme meurtrier et on me conduit pour frapper mes frères qui se révoltent contre la misère et l'oppression. Pendant plusieurs années consécutives je suis soldat, traîneur de sabre, soumis à une discipline abêtissante de tous les instants, qui dégrade mon individualité, déprime ma mentalité et fait de moi un instrument de défense de l'ordre social; je soutiens de mon arme l'autorité que j'abhorre. *Telle est la*

volonté collective, qu'elle condamne l'individu à être son propre bourreau.

C'est pourquoi, en temps de paix, seulement la crainte des gendarmes me conduit à la caserne, à l'époque des appels militaires, ou me fait m'expatrier; en temps de guerre, je m'empresse à fuir les lieux où les prolétaires enrégimentés, de nationalités différentes, s'entre-égorgent.

Quand il y en aura suffisamment qui se refuseront à être soldats, ni la propriété, ni l'autorité ne subsisteront, puisque, n'ayant plus de force répressive pour dominer l'individu, la volonté collective cessera d'avoir une sanction: d'où elle ne sera pas.

Il est une catégorie d'imposteurs qui ne doivent avoir ni armes, ni capitaux, dont la fonction doit être tout d'amour, de charité, d'apaisement social, de miséricorde, et d'enseigner à vivre sur cette terre une vie courte et passagère, qui n'est que le fugitif prélude d'une vie extra-terrestre éternelle. J'ai nommé le clergé. Ces hommes parlent d'amour, enseignent à aimer un dieu infiniment bon, qui a fait l'homme à son image et créé l'espace et tout ce qu'il contient. Ne nous laissons pas d'admirer ce dieu unique en trois personnes. En créant l'homme, les animaux, les insectes, il leur a donné des besoins impérieux qui les forcent à s'entre-dévorier pour subsister; le monde est un champ de bataille, l'homme, les animaux, les insectes tuent, la vie ne se perpétue qu'en donnant la mort, tout être vivant, égorge, éventre, écrase d'autres êtres et se repait de leurs cadavres; sur tout corps vivent des parasites sans nombre. Les poissons s'entre-détruisent, le passereau engloutit des myriades de bestioles, de même l'homme se repait de cadavres. Et c'est le créateur de tant de souffrances, l'initiateur d'un système aussi épouvantable que nous devrions louer, ce sont ses représentants sur terre qui doivent nous guider.... et, jusqu'à ce jour, ce sont eux qui ont conduit le monde, aussi la vie de ces puissants pasteurs se passe-t-elle dans la paresse, la mollesse et la bonne chère. Ces prêtres, qui doivent prêcher la fraternité, vivent grassement dans une société, où les malheureux pullulent, prônent que le travail est un châtement de Dieu irrité, que chacun doit souffrir ici-bas pour gagner des récompenses éternelles dans l'au-delà et cependant ne font œuvre de leurs dix doigts et évitent les douleurs et la fatigue, recommandent de ne pas verser le sang et bénissent les drapeaux sanglants et entonnent des chants de gloire au lendemain des batailles divinisent la guerre.

Tout cela on le sait, cependant on ne saurait trop le répéter, pour l'apprendre à ceux qui l'ignorent. On sait aujourd'hui que les dieux ne sont que des inventions des hommes et que le rôle

du clergé est de jouer des dieux comme de croquemitaines pour faire rester les humains dans le devoir. Et le devoir consiste tout d'abord à respecter l'autorité, la propriété, l'ordre des choses établi. Détruire tout instinct de révolte dans le cœur de l'homme, est la mission sociale du prêtre. aussi il émascule la volonté des individus en prêchant l'abnégation, la soumission, aux dieux, aux riches, aux puissants, aux patrons, aux maîtres, à tous les plus forts. Le soldat tue, le magistrat juge, le policier emprisonne, le prêtre prêche l'obéissance aux gouvernants, pour le plus grand malheur de la pauvre humanité.

La richesse globale du clergé est considérable et s'accroît chaque jour, aussi, en dehors de son influence morale sur les simples d'esprit, il est beaucoup de prolétaires qui, tout en ne croyant ni aux dieux ni aux diables, sont les humbles serviteurs de la calotte. On peut même affirmer que dans nos pays la plupart des pratiquants ne sont pas des croyants, ce sont des prostituants, l'intérêt pécuniaire seul les fait agir, l'église a le bras si long! Pour gravir la hiérarchie militaire ou toute autre, obtenir un emploi rémunéré largement, de même que pour être favorisé par la bienfaisance publique ou privée, ou même encore pour être acquitté ou bénéficier de l'indulgence des juges, si la société a quelque méfait à vous reprocher, chacun sait qu'il est toujours utile d'être bien avec la prêtaille. A plus forte raison, que ne doit pas craindre celui qui dépeint, sous son véritable aspect, la clique enjuponnée, hypocrite et venimeuse, l'ennemie ancestrale du vrai, du beau, du juste, qui, hier encore, à Montjuich, torturait implacablement des accusés parce qu'athée rappelant douloureusement à notre mémoire que toujours au fond des cachots git l'attirail du tortionnaire, que l'Eglise a toujours l'âme de Torquemada et qu'en tout temps peut se rallumer le foyer de l'Inquisition, couvant sous les cendres toujours chaudes.

Mais si nous devons soutenir dans la lutte contre l'Eglise, tous les penseurs libres, si anti-cléricaux acharnés, nous devons applaudir ceux qui veulent se soustraire et soustraire les autres à l'influence cléricale, gardons-nous de ne pas placer les autres et nous-mêmes sous une domination autre, qui serait d'autant plus difficile à abattre qu'elle semblerait avoir pour elle la gloire d'avoir vaincu la domination cléricale. Sous le prétexte de combattre la religion, une nouvelle religion s'est établie, celle de l'athéisme: elle a ses prêtres et ses grands prêtres, ses croyants et ses prostituants, tout comme l'autre, ses journaux, ses sociétés, plus ou moins secrètes, d'appui mutuel, d'aide commerciale, et, à la prédominance administrative et gouvernementale religieuse, bien souvent s'est substituée l'influence franc-maçonnique; il suffit de dire que la majorité des sénateurs et des députés sont des franc-maçons, quantité d'officiers, de magistrats, de policiers, de patrons et même de prêtres — il

y eut des papes franc-maçons — sacrifient au triangle, et tous nos présidents furent frères trois points. Les fils de la veuve et les fidèles du goupillon trop souvent se disputent entre eux, trop souvent, hélas, dans le seul but d'altraper l'assiette au beurre. Pour tous ceux qui appartiennent aux partis en rivalité pour la conquête du pouvoir politique ou économique, le combat mené contre l'Eglise se concrète en ceci: succéder à ses adeptes dans leurs prérogatives, leurs privilèges et leurs sinécures.

Aussi, si nous devons renverser les idoles, les autorités, les gouvernements déistes, n'oublions jamais qu'il ne faut pas leur substituer leurs succédanés athées, ils procèdent tous d'un même principe, la croyance en autre chose qu'en soi-même, qu'en sa raison, qu'en sa liberté propre. A aucun moment, sous aucun prétexte, il ne nous faut aliéner notre indépendance. Ni dieu, ni maître — telle doit être la maxime individualiste. Ne nous laissons jamais séduire par les états de service des écrivains, des orateurs, nous avons vu à l'œuvre les Gambetta, les Ferry, les Spuller, nous voyons aujourd'hui les Baudin, les De Lanessan, les Millerand, les peuples sont si bêtes, que toujours l'histoire se recommence avec quelque variante.

J'ai constaté que les gouvernants consacrent la propriété individuelle, que les prêtres religieux ou laïques en font la base de l'ordre des choses établi, que les juges la font respecter par la force militaire et policière, et j'en viens à observer que la propriété est non seulement individuelle, mais qu'encore, étant transmissible et familiale, elle s'appuie presque toujours sur le mariage. En effet, si nous envisageons toutes les formes du mariage jusqu'aux temps les plus reculés et dans tous les Etats les sociétés les plus diverses, on reconnaît bientôt, qu'écartant l'éclat et la stupidité des sacrements religieux et civils, ce qui constitue le fond même du mariage, c'est l'association des intérêts matériels des conjoints à l'effet de créer à la descendance un patrimoine, de le conserver, de le faire fructifier, pour constituer et transmettre cette pierre du foyer, sans laquelle la propriété a peine à revêtir sa forme individuelle.

C'est pourquoi je reconnais que si le mariage n'existait pas, la propriété individuelle se constituerait difficilement, tendrait à se morceller, à s'émietter, aussi tout révolutionnaire doit-il se refuser au mariage. Mais, à cette raison — pour moi individualiste — d'autres, non moins conséquentes, viennent s'adjoindre. D'abord, demander à des êtres quelconque, peut-être inconnus jusqu'alors, la permission de coucher avec leur fille, ou étant fille moi-même, la permission à papa et à maman pour coucher

avec un être que j'aime, voilà bien la chose la plus imbécile que l'on puisse inventer, non seulement anti-libertaire, mais avant tout anti-naturelle, et puis par la formule sacramentelle du mariage affirmer à quelqu'un en public que l'on l'aimera toujours, voilà-t-il pas encore un bel exemple de profonde naïveté ou d'hypocrisie! Par combien de côtés encore le mariage ne me répugne-t-il pas, mais je m'arrête pour conclure que par tout mariage *on établit un achat et une vente* — ou une donation réciproque, contrat léonin qui ne peut s'établir et ne s'établit jamais qu'entre des inconscients, des ignorants ou des êtres faibles devant l'opinion publique, les peurs des proches ou l'espoir d'une dot, d'un héritage ou tout simplement d'un pot au feu quotidien.

Pour moi, le mariage n'existe pas, je l'ignore, je vis avec qui me convient et pendant le temps que j'y éprouve de la joie, et ne puis vouloir que l'on vive avec moi par un autre attrait que celui de l'amour réciproque. Telle est la loi naturelle, tel est mon guide protecteur de ma liberté, telle est la pleine sincérité en amour en dehors de laquelle il n'y a que mensonge. Je sais que beaucoup diront: dans tout cela, le commencement est fort beau, mais la suite: les enfants. Là, j'ouvre une parenthèse. Grâce à la science, nous ne devrions tous travailler que quelques heures par jour, mais la loi humaine oblige les prolétaires à travailler pour vivre, du lever au coucher du soleil, la loi peut cela, mais elle est impuissante à nous forcer à avoir des enfants, et si la science n'a pu jusqu'à ce jour nous soulager en quoi que ce soit du labeur exténuant, ingrat et souvent stérile, elle nous a fourni le moyen de n'avoir des enfants que quand nous le voudrions bien. Depuis longtemps la bourgeoisie a montré son ardeur prolifique, elle nous enseigne à l'imiter et, ma foi, le moyen de n'avoir pas d'enfants du tout est simple, il suffit pendant l'heure qui suit l'œuvre de chair que la femme prenne une injection d'eau tiède additionnée de 10 Oj0 d'acide borique (1). Dès lors, si hier la question des enfants était importante, puisqu'elle était une charge et une chaîne, aujourd'hui l'a résolue puisque la femme est libre de ne pas enfanter.

C'en est donc fini de ces plaintes sempiternelles de femmes qui clament leur faiblesse et les charges de la maternité, pour importuner et souvent dominer un autre être: les tapageuses féministes perdent là encore un de leurs grands arguments cornus, mais bast, leur sentimentalisme n'en deviendra pas moins grand pour cela, n'en doutons pas; cependant, est-il rien de plus mesquin que d'imposer la vie en commun à

La Ligue de la Régénération Humaine, 26, rue Titon, fournit à quiconque s'adresse à elle tous les renseignements et conseils gratuits concernant la procréance parentale.

un partenaire qui n'a plus d'amour et n'apporte au foyer familial que des caresses menteuses et des baisers trompeurs.

D'ailleurs, si la plupart de nos sœurs sont ignorantes, est-il un moyen plus propre à toucher la grâce de leur jeunesse que de leur parler de l'amour libre, de leur faire comprendre toute la duplicité de l'institution mariage, est n'est-ce pas les mettre sur la voie du vrai que de les traiter en camarades, que de leur dire que l'on ne veut leurs baisers qu'en dehors de toute contrainte, que l'on ne doit aimer que ce qui mérite de l'être et qu'une femme mariée est une sotte, sans dignité ou une digne prostituée, qu'un anarchiste ne peut aimer à moins qu'il aime le stupide, qu'enfin les amants doivent confondre l'amour charnel, du vrai et du beau dans l'amour de l'humanité. Sans cela, qu'est l'amour ? un coït permis, réglementé, intéressé — un mariage. Certainement ce qui est fondamental dans l'amour c'est le rapport sexuel, mais s'il se double d'un idéal commun — et en est-il un plus noble que celui du bonheur humain ? — il ne peut qu'être d'une plus grande fixité et plus profond.

L'évolution s'accomplit continuellement, la révolution est au bout. Au siècle passé, l'accroissement de liberté administrative des villes, le rôle de plus en plus prépondérant de la bourgeoisie dans l'ordre administratif, commercial, industriel et financier, le développement des sciences, l'application de plus en plus grande de l'imprimerie favorisant les écrivains encyclopédistes, tout cela au détriment de la cour, des magistrats, de la noblesse et du clergé, établit progressivement un ordre d'idées et de choses qui devait inévitablement aboutir à une lutte ouverte et définitive entre les éléments inertes du passé et les éléments nouveaux, d'où la révolution.

L'évolution continue, il n'y a plus de classes bien déterminées, hiérarchisées officiellement, il y a un peuple composé de gouvernants, de patrons, de soldats, de prêtres, de policiers, de rentiers et de prolétaires, et tout cela règne, gouverne, commerce, industrialise, sous l'égide de la raison collective, du pouvoir national. Et vis à vis de cette puissance formidable, il y a l'individu.

L'individu qui ne veut pas qu'on le dirige, qu'on le gouverne, qu'on l'exploite, qui proteste contre les coups et refuse les bienfaits des sauveurs. Trop peu nombreux, hélas, sont ceux qui, au milieu de la veulerie engendrée par l'ignorance générale, se redressent fièrement devant les préjugés, le nombre et la force, et disent : Il y a moi, moi qu'encore rien n'a abattu, qui suis moi-même et n'abdique pas. Moi qui me dégage de l'ambiance, moi être de raison et de vie, qui m'élève contre tout ce qui entrave ma liberté et qui ne veut pas pour

culbuter les puissants, les préjugés et les vices d'aujourd'hui, m'appuyer sur les futurs puissants probables, les préjugés naissants et les erreurs de demain, aussi je ne compte pour coopérer à la révolution que sur les amis de la liberté intégrale du moi de chacun, naturellement, ennemis de l'erreur.

Ces fervents du moi, les individualistes, réprouvent donc tout ce qui est anti-social pour tendre à constituer une société bien organisée, où la personnalité individuelle pourra s'épanouir pleinement, selon ses besoins, ses facultés ; pour eux, comme pour moi, il faut à tout instant combattre l'erreur, le mal, sans quoi il se perpétue. Tout groupement, toute catégorie, tout fonctionnarisme n'est que la réunion d'individus, et si nous voulons ardemment la disparition des catégories anti-sociales, n'en faisons point partie et bientôt nous en viendrons à bout. Mais, répond *Monsieur Tout le Monde*, si je ne suis ou contre-maitre, ou patron, ou officier, la fonction n'en existera pas moins, un autre le sera à ma place ! — Mais alors, que *Monsieur Tout le Monde* veuille bien accepter une place de policier ? — Oh non ! Pas ce métier-là. — Mais, cependant, si vous n'acceptez pas, la fonction n'en existera pas moins, un autre sera policier à votre place. — Ce n'est toujours pas moi qui accepterait d'être policier, c'est métier trop dégoûtant, bas et lâche.

Tout est là. Le développement de la conscience individuelle, de la mentalité, permet à l'individu de remplir tel rôle et non tel autre. *C'est donc en élevant la dignité de chacun, en augmentant la connaissance des causes de notre mal, en développant notre mentalité, que nous nous refuserons à être les agents du mal.* Car comment peut-on concevoir qu'un individu revêtira un uniforme, si c'est pour lui la tunique de Nessus. Si certains refusent un rôle, parce que trop dégradant, pourquoi dans la suite ne parviendraient-ils pas à la connaissance de toute l'ignominie du commandement. Si, aujourd'hui, un tel se refuse à être prêtre, soldat ou policier, pourquoi demain n'arriverait-il pas à comprendre que la marâtre société bourgeoise est basée sur le principe d'autorité et qu'il ne faut à aucun prix exercer aucun commandement, que tout acte d'autorité est contre-révolutionnaire. Oh, il est bien évident que ma pensée n'est pas, que l'on doit attendre sous l'orme, que tous les individus qui exercent une fonction anti-sociale aient compris tout l'odieux de leur existence. Elle est seulement de déconsidérer au-delà de toute expression ceux qui la remplissent, elle est d'en diminuer le nombre et de rendre plus conscients, plus forts, plus nombreux mes amis, afin que nous brisions au plus tôt la puissance autoritaire des individus, dont le peu de développement mental est un obstacle au bonheur de l'humanité.

J'ai donc comme amis tous ceux qui, a priori, se refusent à opprimer, diriger, exploiter. J'ai comme ennemis tous ceux qui

ne sont point mes amis. J'entends par là qu'en sociologie il n'y pas d'être non agissant, chaque être est facteur d'action, même à son insu, chacun est agent social. Il n'y a pas de masse indifférente, ce que l'on appelle la masse est composée d'individus plus ou moins conscients, plus ou moins actifs, plus ou moins insoucians du mal qu'ils voient s'accomplir et par là même coupables de complicité morale, généralement passifs. Passivité haïssable qui, non seulement laisse s'accomplir tous les crimes gouvernementaux et capitalistes, mais encore fournit aux puissants de l'époque les instruments d'oppression. Aussi, devons nous nous efforcer de nous rendre nous-mêmes et les autres plus conscients, meilleurs, élevant ainsi le niveau moral de la masse, dont chacun n'est qu'une humble unité.

Mes amis et moi nous avons comme système d'attaquer le propriétaire dans sa propriété, de propager que la propriété c'est le vol, et nous savons que dans la pratique de la vie nous ne ferons jamais assez de tort à un détenteur de la propriété. Vis à vis du patron, du directeur, du contremaître, du commis ou du chef de bureau, notre attitude est intransigeante : chaque fois qu'un différend s'élève entre le patronat et le salarié, c'est toujours le salarié qui a raison — il ne peut avoir tort — quel que soit le préjudice qu'il ait voulu porter à son exploiteur. Toute attaque contre les gens de la catégorie magistrature, police, clergé, armée, est par nous approuvée haut la main. C'est assez dire, que je considère, que nous devons constituer par notre principe même d'individualisme anarchique, la société aux membres connus et inconnus des révoltés contre l'ordre social, contre la volonté collective et que notre lutte constante contre tout ce qui détient une parcelle d'autorité a pour mission de hâter l'évolution sociale, dont une des étapes marquantes sera la révolution.

Mais qu'un individualiste, hors l'exemple de sa vie, a donc peu de moyen pour propager sa pensée. Pas de journal, rarement une tribune occasionnelle. Il n'en est pas de même pour toutes les autres opinions. Trente-six mille églises, ses journaux, ses salles de conférence, le clergé est bien partagé. Des mairies, des salles d'école, des théâtres et des bourses du travail sont à la disposition des partis politiques, selon qu'ils sont plus ou moins favorisés du gouvernement, du préfet ou du conseil municipal du jour. Mais moi, je n'ai rien de tout cela, ou, comme dernière ressource, me faufiler derrière les orateurs annoncés, et tâcher de me faire entendre, si la coterie du parti ou le parti-pris de l'assemblée veut bien ne pas couvrir ma voix sous les huées, ou me jeter brutalement dehors. Aussi, comment peut-on être persan ? non, individualiste, veux-je dire ?

Et ma foi je me console, en pensant que tous les assagis d'aujourd'hui, révolutionnaires d'antan, furent eux aussi en lutte aux calomnies, aux cabales, aux violences de leurs adversaires et que ce sont leurs amis d'aujourd'hui, qui m'opposent les mêmes arguments frappants, que les conservateurs d'autrefois leur appliquaient. L'ennemi c'est toujours le nouveau, l'inconnu, l'irrespectueux, l'ingouvernable : contre celui qui ne respecte pas les décisions collectives, contre le révolté tous les moyens sont bons.

Les journaux anarchistes n'acceptent que certains articles, ils n'engagent de polémiques qu'à bon escient, ils sont d'ailleurs la propriété d'un Seul, qui comme charbonnier est maître chez lui. La souscription pour le journal est ouverte, donne qui veut, on ne force personne, mais l'homme Seul dit : « Je suis juge c'y insérer, ce que je trouve bon, je ne discute que ce que je veux et si quelquefois je permets des critiques à ma manière de voir c'est qu'elles sont légères, elles ne peuvent à côté de l'actualité que donner un peu d'animation, de sel, de piment à la littérature habituelle, je ne veux que des discussions courtoises, on ne doit se piquer qu'à fleur de peau, comme dans tous les duels — il est parbleu bien entendu que je ne suis pas assez naïf pour laisser le champ libre à ceux qui pourraient prouver que sur certains points je puis avoir tort ». Telle est la réponse intime ou avouée du directeur de journal autoritaire ou anarchiste aux fâcheux importuns. A ce système directorial il est un remède que nous appliquerons, quand nous pourrons. Ce remède sera bon, s'il fait que le journal, au même titre qu'une maison, une usine quelconque, ne sera plus la propriété d'un seul. En tout cas je propose celui-ci. Remplacer le directeur et ses ciseaux par tous les camarades habitant la ville où est édité le journal : ces camarades se réuniraient deux ou trois fois par semaine et liraient tous les articles demandant à être publiés, et comme il y aurait parmi eux des opinions absolument différentes, il est bien évident, que l'homogénéité de direction serait brisée, et que le journal publié ainsi serait vraiment anarchiste puisque chacun aurait voix au chapitre, puisque chacun pourrait être ou présent, s'il habite la ville, ou s'il habite la province trouver parmi tous les camarades présents un protestataire contre les coups de ciseaux autoritaires. Quant à l'ex-directeur, travaillant d'un travail de titan à élaborer de la pensée pour les ignorants travailleurs manuels, son rôle sera devenu celui d'un employé à tant par mois, chargé d'assurer le tirage du journal, son expédition et sa comptabilité, ce sera au moins un travail manuel et on serait mal venu à le traiter en parasite il remplacera d'ailleurs celui qui aujourd'hui remplit cette besogne, moins rebutante évidemment que celle des usines et

des chantiers capitalistes, et plus utile dans le sens éducatif et social.

Mais si je n'ai pas de tribune, pas de journal, j'ai bien droit à la parole dans le groupement naturel de tout ouvrier, dans mon syndicat s'écrieront le socialiste, le réactionnaire, même certains anarchistes. C'est que le syndicat et la panacée de l'époque : syndicats ouvriers et syndicats patronaux rivalisent de zèle, comme de véritables comités politiques électoraux, les gouvernants du jour et les anarchistes anti-individualistes les prônent et les recommandent. Cependant je ne suis pas syndicaliste.

Je ne vais pas dans le syndicat un milieu propice à la propagation des idées anarchiques. Sachant, que les majorités ont toujours tort, ne serait-ce que celui de s'exprimer, je ne puis faire partie d'un syndicat, où toute décision découle d'un vote ; n'admettant pas la loi de majorité, comme bonne pour la direction d'une nation, comment l'admettrai-je pour celle d'une corporation ? Mon adhésion, à un groupement où les décisions sont prises à la majorité, serait la négation de mon principe anarchiste. Comment, dès lors entrer dans un syndicat avec l'intention d'y faire de la propagande anarchiste, puisque mon adhésion et ma participation à l'action autoritaire du syndicat est en même temps l'adhésion au principe majoritaire. Et rejetant l'idée de patrie, c'est-à-dire cette compréhension que le monde est formé de nations rivales, comment puis-je vouloir qu'une corporation fasse seule augmenter ses salaires, la mienne évidemment, puisque je sais qu'en régime de propriété individuelle toute augmentation de salaire dans une corporation est payée par toutes les autres corporations de producteurs — l'individu non producteur ne pouvant rien payer, puisqu'il ne produit rien, l'argent ne servant que d'intermédiaire pour payer les produits au producteur.

L'inanité des réformes ne devrait plus être à démontrer, surtout au sujet de l'augmentation des salaires, cependant je suis obligé d'en toucher un mot. Si les ouvriers d'une corporation — de l'industrie textile, par exemple, — font augmenter leur salaire, il est bien évident que les fabricants majoreront d'autant le prix du drap et, en dernier ressort, le charpentier, le boucher, le paysan, l'acheteur en un mot paiera l'augmentation de salaire des ouvriers de la draperie, majorée du pour cent de bénéfice prélevé par les intermédiaires. Enfin comme il est avéré, que les travailleurs touchent des salaires en corrélation avec la cherté d'existence du pays qu'ils habitent, il est avoué qu'une rivalité s'établit ainsi dans la course aux hauts salaires entre les diverses corporations d'un même pays : par le fait que les ouvriers d'une corporation n'ont pas vu

augmenter leur salaire depuis longtemps, ils se trouvent en état d'infériorité vis-à-vis des corporations, qui ont eu des augmentations et sont amenés à réclamer à leur tour des majorations de salaire, sous peine de ne subsister que fort difficilement ou d'abandonner, s'ils le peuvent, leur profession, tendant par cet abandon à faire augmenter les salaires de la corporation délaissée, par suite de la pénurie des bras qui peut s'ensuivre. Et cela n'existe pas d'hier, mais bien avant l'établissement officiel de la concurrence commerciale et industrielle. Qu'en est-il résulté ? Les ouvriers peuvent gagner dans la forte moyenne en certains points d'Amérique 15 fr. par jour ; en Angleterre 10 fr. ; à Paris 5 fr. ; et à Vienne (France) 3 fr. et qu'est-ce que cela prouve ? Cela prouve tout simplement, que la vie est plus chère dans certains pays, puisque nous savons, que partout l'ouvrier est réduit à la portion congrue. Le préjugé d'augmentation de salaire est soigneusement entretenu chez les producteurs par les politiciens, il est un appât qui fait se grouper les travailleurs en syndicats, fédérations, bourses, et ces hommes qui, libres, pourraient être énergiques et dangereux, surtout en période d'effervescence, sont agglutinés en masse majoritaire, soumis aux décisions collectives, toujours anti-naturelles, anti-libertaires, couardes et légalitaires ; dans le syndicat le travailleur est désindividualisé, ce qui convient si bien aux politiciens, tirant leurs revenus de la crédulité publique.

Waldeck-Rousseau n'a-t-il pas en plein parlement déclaré, que les syndicats régularisaient les grèves, réglementaient et ordonnaient mieux les rapports entre patrons et ouvriers ? Favorisés par les gouvernants, les syndicats deviennent un moyen de gouvernement, on prend chez eux des juges et des conseillers, Messieurs les conseillers prud'hommes, patrons et ouvriers, ne sont-ils pas des syndiqués, les bourses du travail ne touchent-elles pas des subventions, que se partagent les bureaux, le ministère du commerce par le conseil supérieur du travail n'a-t-il pas accaparé les plus influents membres des fédérations et des bourses, il est vrai que le traitement gouvernemental est grassouillet, demain les inspecteurs du travail ne seront-ils pas pris parmi les syndiqués ? Et tous ces braves appointés, membres de bureau, juges prud'hommes, conseillers supérieurs, futurs inspecteurs n'agissent qu'au nom de la solidarité ouvrière, la solidarité ils en ont plein la bouche ces satanés farceurs, surtout quand ils passent à la caisse ; il est à remarquer que c'est surtout ceux qui en vivent qui parlent de solidarité. C'est tout naturel : voyez les députés.

Il faut être solidaire, se syndiquer, pour présenter en commun des revendications, mais dès que dans une grève les

esprits sont surexcités, dès qu'un révolutionnaire propose de s'attaquer aux riches, aux patrons directement ou même d'envahir les boulangeries, les phraseurs qui désertèrent il y a belle lurette les laboratoires, les livres ou les ateliers, au nom de la solidarité ouvrière qui les goberge et les héberge, les prêcheurs de calme, les pisses froid, appelés par les syndicalistes, viennent doucher, les exaltés, dénoncer les hommes aux excitations malsaines, les anarchistes et c'est dans toutes les grèves le même langage des députés, des vagues journalistes, d'un vague journal régional, vendu ou à vendre, souvent les deux à la fois « Camarades grévistes soyez fermes et résolus, calmes et énergiques, comptez sur la solidarité ouvrière, qui ne vous abandonnera pas, ayez une attitude digne, ne vous laissez pas aller aux résolutions désespérées, que ne manqueraient pas de vous suggérer de prétendus anarchistes, des exaltés, vous feriez ainsi le jeu des capitalistes, qui ont eux des fusils à leur disposition, les policiers vous emprisonneraient, il y a assez de victimes comme cela, nous ne voulons plus de martyrs.... la mitraille des gros sous prolétariens viendra à bout des millions capitalistes.... et ainsi de suite. Douché chacun s'en va chez soi coucher, les patrons peuvent dormir tranquille, les « mauvais bergers » accomplissent leur œuvre.

Les travailleurs syndiqués sont de braves prolétaires, qui se fourvoient en se syndiquant, comme ils le font en votant, ils sont dupes mais ils sont honnêtes et comme tels je les salue. Quant aucune agitation importante ne vient nous arracher à l'apathique vie de sur-travail, que nous menons, les membres du bureau dirigent le syndicat, ils en sont le noyau, on se fie à eux et en ménageant quelques susceptibilités ils mènent la barque à leur guise. Parmi eux j'ai connu de sincères camarades, des révolutionnaires, qui avaient été ardents, des anarchistes convaincus. J'en ai rencontré dans les petites villes. Mais que vienne à surgir une grève importante, les ouvriers se précipitent au syndicat, des syndiqués qu'on ne voyait plus depuis longtemps accourent se ranger à côté de la centaine de fidèles aux réunions mensuelles et à la cotisation, des centaines d'autres se font inscrire, l'effectif syndical décuple : conférences, meetings, réunions se succèdent, les assemblées de grévistes prennent des décisions, les membres du bureau sont débordés, encaissent les secours, les distribuent aux grévistes, font des appels, paperassent et les journalistes, parasitent des grèves, et les députés encensent les travailleurs, les endorment, et les membres du bureau signent des ordres du jour et des mesures prises dans les réunions, en dehors de leur habituelle tactique, contraire à leurs idées révolutionnaires ; tout leur labeur d'assiduité et

de direction se tourne contre eux, mais qu'y faire ? Démissionner ! Démissionner en pleine bataille, en pleine grève, n'appellerait-on point cela déserteur ? J'en ai connu qui dans un cas semblable n'avaient pas voulu se laisser anéantir totalement et revendiquèrent leur indépendance d'hommes libres de révolutionnaires et d'anarchistes : en bloc on les jugea traîtres. Il est vrai que pendant les quelques années qu'ils avaient détenu leurs fonctions, ils s'étaient si peu affirmés anarchistes, que la grande masse des syndiqués ignorait leurs opinions, d'autre part leur peu de propagande faisait oublier leur pensée intime, mais du jour où ils voulurent s'affirmer, adieu la sympathique camaraderie, adieu les marques d'estime, dues au dévouement de longues années, la haine et l'insulte leur fit place. Que ce soit un exemple et qu'au lieu de s'amollir dans un syndicat les anarchistes fassent en dehors du syndicat aux travailleurs syndiqués ou non une bonne et active propagande de leurs idées. Que d'énergie détruite par le stage plus ou moins long des anarchistes dans les syndicats — car ils en sortent toujours, tôt ou tard, désabusés.

Je vois donc dans le syndicat un groupement purement autoritaire, un parlement ouvrier et comme tel le rejette, n'ayant vraiment que fort peu de liberté, je ne veux pas bénévolement l'abandonner, même au nom d'un intérêt corporatif, groupement que le gouvernement a légalisé, que les municipalités subventionnent, pépinières de candidats à toutes les catégories parasitaires, frein refrénant l'énergie individuelle et par là émasculant l'individu. Enfin par un certain côté le syndicat est anti-humanitaire, et c'est par cette démonstration que je veux terminer son étude. En période de grève ou de chômage les syndicats recueillent et centralisent tous les secours pour les grévistes et les chômeurs ; ces secours proviennent des conférences, des réunions, des appels à la solidarité sous toutes les formes, la plupart de ces secours proviennent de travailleurs qui ne sont nullement syndiqués, cependant seuls les syndiqués touchent, les autres peuvent crever de faim. Bientôt en France comme déjà en Angleterre tout ouvrier, qui refusera de se syndiquer sera renégat, chassé des ateliers, jeté à la rue. Ce sera joli. Je ne veux pas m'appesantir davantage, je conclus, en disant, que si les syndicats englobaient la généralité des travailleurs, ils seraient plus autoritaires que l'Etat.

J'applaudis des deux mains, aux efforts que font les camarades syndiqués, cherchant à secouer le joug patronal, mais ce n'est pas raison suffisante, par ce qu'il y a des syndicats, pour que soient traités, tout individu non syndiqué.

Individualiste je lutte contre tout ce qui domine ou veut

dominer, je me défends contre toute autorité : elles se donnent toutes comme bienfaisantes, je les sais toutes néfastes.

J'ai tenu à écrire ces quelques pages, parce que je ne suis parvenu à cette théorie individualiste qu'en me déshabituant du système révolutionnaire, qui part toujours de la masse du peuple, de la corporation, du multiple, en un mot pour aboutir à l'individu, à l'être unique, théorie érronée, car il est admis en science positive, jusqu'à preuve du contraire, que l'on doit déterminer d'abord le simple pour aboutir au composé. J'entends tout d'abord rechercher le bonheur de l'individu et le rendre libre, la liberté étant une des conditions du bonheur pour le placer dans une société qui ne doit être qu'une réunion d'individus, qui s'associent seulement que quand et si ils le jugent nécessaire. Je vois des camarades éviter d'affronter l'opinion publique ou la flatter pour ne pas s'en faire une ennemie, ce n'est point là un système pour la recherche de la vérité, ma brochure est en ce sens une protestation. Je sais que l'on ne se dégage que difficilement des anciennes méthodes, que beaucoup d'anarchistes évadés du socialisme par suite du dégoût pour le parlementarisme, en ont à leur insu conservé la dialectique, c'est aussi pour eux que j'écris.

Mais avant tout ou plutôt pour tout cela, j'écris ces lignes et les paie avec mon salaire, pour tâcher de préconiser des remèdes, que je crois efficaces, pour combattre la souffrance universelle, car non seulement je souffre physiquement, si je me blesse, si j'ai faim, si je suis fatigué ou malade, mais je souffre aussi de la vue de la souffrance d'autrui et si très développé moralement je puis beaucoup jouir, je puis aussi fort souffrir. Mon qualificatif d'individualiste ne veut pas dire, que j'abstrais mon individu du milieu, puisque j'ai été, suis et continuerai d'en être le produit ; aussi rien ne m'indiffère du présent, l'histoire du passé m'intéresse et je lutte pour préparer l'avenir. Toutes les conditions d'existence se rapportent à mon moi, aussi dois-je toujours tendre à les modifier dans un sens favorable à la vie, c'est pourquoi en aimant les autres j'aime moi-même, aussi rien de plus logique que ce soit dans le communisme anarchique que mon individualité pourra le mieux s'épanouir. À ceux qui diront que je ne verrai jamais l'anarchie, qu'il me suffise de leur répondre que je serai bien payé de ma peine d'écrire, si j'arrive à la leur faire comprendre : à ceux, qui me demanderont quel est le meilleur moyen pratique de propager les idées de liberté, je réponds : que chacun s'efforce à mettre en harmonie la pratique de sa vie et sa philosophie. Surtout quand nous nous rencontrerons un certain nombre de révolutionnaires dans un même atelier, une

usine, une ferme ou un chantier, chassons le patron, le directeur, les contremaitres et faisons tourner le machinisme au profit de tous, en donnant les produits aux voisins — Mais les gendarmes viendront, la troupe suivra — Evidemment. Mais nous dirons à ceux qui nous jugeront : « Aujourd'hui nous n'avons pas réussi dans notre tentative nous réussirons plus tard ». Et notre parole sera entendue, et le jour viendra ou non seulement une usine, mais une ville, une contrée, un monde secouera le joug autoritaire, l'individu triomphera. Ce sera l'Anarchie. !

Juin 1901.

